



OLIVIER PAFENES/COLLECTIF HUMA

Le Belge Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York, était de passage à Bruxelles. Son propos ne rassure pas...

**Numérisation**

**“La banque de proximité n’est pas un luxe”**

**Stratégie.** Pour Georges Ugeux, les banques doivent replacer l’humain au cœur de leurs missions. Et pour lui, elles font aujourd’hui fausse route. “Je vais me permettre de challenger les banques. Je pense que les banques ont raison d’adapter leurs modèles à la technologie. Mais elles se trompent si elles croient qu’une personne qui doit gérer un problème de dette, personnel ou financier va traiter ce problème de manière numérique. J’ai commencé ma carrière en agence à Forest. Je sais ce qui se passe au guichet, ce que l’on peut faire de manière totalement automatisée ou pas. Je crois que la banque de proximité n’est pas un luxe”, explique-t-il. Et de conclure : “Si la finance veut rétablir sa réputation, une des manières d’y arriver est de garder un contact avec le client et non en faisant tout ce qu’il est possible de faire pour réduire les emplois et les coûts.”

# “Le triangle des Bermudes de la finance annonce une nouvelle crise mondiale”

■ L’ancien vice-président de la Bourse de New York en appelle au monde politique.

Rencontre Vincent Slits

Depuis quelques mois, le Belge Georges Ugeux, ancien vice-président de la Bourse de New York et qui a fondé Galileo Global Advisors (NdR: une société spécialisée dans le conseil international), l’affirme: nous sommes à l’aube d’une nouvelle grave crise financière mondiale. “Un tsunami financier”, explique-t-il même, prédisant le déclenchement de cette crise avant la fin 2020.

**“Un cocktail explosif”**

Pour ce dernier, les gouvernements, les banques centrales et les banques privées ont, après la crise de 2008, créé les conditions de cette crise à venir. Notamment les banques centrales en mettant en place depuis dix ans des politiques de soutien – dénommées par les initiés “QE”, pour Quantitative Easing – qui les ont conduits à racheter massivement des obligations d’État que l’on retrouve aussi dans les

bilans des banques. Une “alliance objective” qui a créé un excès de liquidité sur les marchés financiers et a, selon Georges Ugeux, contribué à augmenter l’endettement d’États qui, profitant de taux bas, n’ont pas fait les efforts d’assainissement nécessaires. “C’est ce que j’appelle le triangle des Bermudes de la finance. Et lorsque cette nouvelle crise surviendra, on ne sait pas très bien qui va pouvoir sauver qui, États, banques centrales et privées étant aujourd’hui totalement interdépendants”, explique encore Georges Ugeux. Qui enchaîne: “La tendance à la remontée des taux aux États-Unis et cette hausse de l’endettement un peu partout constituent un cocktail explosif. Cet endettement a encore augmenté dans des proportions même supérieures à ce à quoi je m’attendais il y a quelques mois. Regardez aux États-Unis: le déficit budgétaire US a augmenté de 77% au premier trimestre de cette année. En Europe, il y a le risque italien. La France ne se porte pas bien. Ce sont des tendances lourdes.”

Pour Georges Ugeux, éviter une telle nouvelle crise mondiale ne sera possible qu’au prix d’un “courage politique”. “Il faut oser dire les choses et se montrer honnêtes envers les citoyens. Notamment en disant qu’il n’est plus possible de

vivre à crédit. Nier, comme le font les Américains, les Français ou les Italiens que la hausse de la dette est un vrai problème revient à mentir”, ajoute encore notre interlocuteur. Et d’avancer quelques pistes pour éviter le pire. “Il faudrait que les États réduisent leurs endettements par des ventes d’actifs. Du côté des recettes, en Europe, il faudrait taxer davantage les entreprises et cela de manière concertée. L’impôt des sociétés ne représente aujourd’hui que 10% des rentrées de l’État. Ce chiffre devrait s’élever à 25%. La concurrence fiscale est néfaste. Il est temps d’aborder la question de l’harmonisation fiscale en Europe. C’est une question de survie pour les pays du sud”, complète-t-il.

**“Fortis ? Il fallait des sanctions pénales”**

Georges Ugeux plaide également pour une plus grande équité fiscale entre les citoyens les plus riches et les autres. Par exemple en s’attaquant en Belgique à la taxation sur les plus-values. “Du côté des dépenses, l’Occident risque de mourir de ses dépenses de défense. La course aux armements est une aberration”, argumente-t-il. Et de se montrer inquiet de ce qu’il appelle “la financiarisation du monde politique”. “La décision politique est aujourd’hui ‘achetable’ par les grands intérêts privés et les entreprises. Regardez ce qu’a fait Trump en revenant sur un certain nombre d’acquis de l’ère Obama, notamment dans le domaine des sources d’énergie.”

Aux États-Unis, une campagne électorale coûte un milliard de dollars! Les candidats vont chercher l’argent là où il se trouve...” Et d’ajouter: “Ce problème n’est pas aussi criant en Europe où les choses se font de manière plus subtiles. Mais regardez par exemple la fusion entre Monsanto et Bayer, jamais elle n’aurait dû voir le jour si on avait un minimum d’éthique. Le lobbying des grandes industries au niveau européen s’exerce de manière invraisemblable.”

Pour Georges Ugeux, qui vient de sortir *La Descente aux enfers de la finance* (éditions Odile Jacob), le monde de la finance doit aussi balayer devant sa porte. “Contrairement à la fraude fiscale, peu de choses sont prévues en matière de fraude financière. Très peu de banquiers ont été emprisonnés après la crise financière. On a choisi la voie des amendes qui frappent avant tout les institutions et les actionnaires, pas toujours les personnes fautives. Tant que les dirigeants financiers pourront continuer à bénéficier d’une espèce d’impunité, ils ne changeront pas de comportements. Cela serait le cas s’ils savaient que demain ils risquent 4 ou 5 ans de prison!” explique-t-il. Et, en Belgique, fallait-il mettre des dirigeants de nos grandes banques en prison après les démantèlements de Fortis ou Dexia? “Peut-être pas en prison. Mais des sanctions pénales auraient dû être prononcées dans l’affaire Fortis. Le dernier jugement a lavé tout le monde, ou presque.”